BQ, 29 novembre 2019

Projet de loi de finances : le Sénat a rejeté les crédits de la mission "sécurité"

Le Sénat a rejeté hier à main levée les crédits de la mission pour les forces de sécurité, estimant qu'il "n'est pas à la hauteur des enjeux", même s'il est en hausse, et ceux de la mission "immigration".

Rappelons (cf. BQ du 25/11/2019) que la commission des Lois de la Haute assemblée avait rejeté la semaine dernière les crédits de ces deux missions. Les sénateurs avaient ainsi regretté, qu'"en dépit d'une nouvelle progression à hauteur de 3,7 % en autorisations d'engagement et de 3,9 % en crédits de paiement à périmètre constant" pour la mission "Sécurités", que le gouvernement, s'il poursuit le renforcement des effectifs, néglige l'amélioration des conditions de travail et d'action opérationnelle des policiers et gendarmes".

"C'est un bon budget", a affirmé le ministre de l'Intérieur Christophe CASTANER. "Est-il parfait ? La réponse est non", a-t-il poursuivi, soulignant que les crédits de la mission "sécurité" comptent "parmi ceux qui connaîtront la plus forte hausse" en 2020. "Ce budget est en hausse, avec 13,8 milliards qui seront consacrés à la sécurité, c'est une augmentation majeure de près de 518 millions", a-t-il déclaré. "Ceux de la police et de la gendarmerie, c'est 13,2 milliards, c'est une augmentation de 4 %", a-t-il détaillé. Pour le ministre, cette hausse "extrêmement sensible permettra de poursuivre la politique de recrutement" pour arriver à 10 000 emplois recrutés sur le quinquennat. "Oui, la vie de nos forces de sécurité intérieure sur le terrain est difficile, et je l'entends", a-t-il déclaré, mais "avec les 2000 emplois" qui seront créés dans le budget 2020 "nous reviendrons à peine à l'étiage de 2007".

Phoca PDF